CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.316/2
du 18 septembre 2023

sur

un avant-projet de loi
'modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.316/2
van 18 september 2023

over

een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

Le 25 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 18 septembre 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 septembre 2023.

*

Op 25 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 18 september 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 september 2023.

*

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de ce règlement et l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Eu égard notamment aux modifications prévues à l'article 7, 2°, et à l'article 8, 2°, de l'avant-projet, à savoir respectivement des modifications à l'article 100, § 1er/2, alinéa 1er, deuxième phrase, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (ci-après : « la loi coordonnée du 14 juillet 1994 »), et à l'article 110, § 2, alinéa 1er, deuxième phrase, de la même loi coordonnée, qui impliquent que le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire aura également accès aux données à caractère personnel du titulaire reconnu en incapacité de travail contenues dans le dossier électronique « Dossier Retour Au Travail » créé au sein de l'organisme assureur, l'avis de l'Autorité de protection des données doit être recueilli sur ces dispositions [1].

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme ou ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Au sujet du traitement de données à caractère personnel dans le « Dossier Retour Au Travail », voir l'avis 69.988/2 donné le 13 octobre 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 12 décembre 2021 'instaurant le « Trajet Retour Au Travail » sous la coordination du « Coordinateur Retour Au Travail » dans l'assurance indemnités des travailleurs salariés' (*Doc. parl*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2313/001, pp. 28 à 37) ainsi que l'avis 71.846/2/V-2 donné le 22 août 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 12 janvier 2023 'instaurant le « Trajet Retour Au Travail » sous la coordination du « Coordinateur Retour Au Travail » dans l'assurance indemnités des travailleurs indépendants et des conjoints aidants' (*Doc. parl*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3027/001, pp. 29 à 42).

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1er, alinéa 1er, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Il ressort de l'exposé des motifs que l'objectif poursuivi est

> « [d']inscrire explicitement dans la loi coordonnée [du] 14 juillet 1994 la participation d'une équipe multidisciplinaire composée d'ergothérapeute, de kinésithérapeute, de psychologue clinicien ou de praticien de l'art infirmier dans le processus lié à l'évaluation de l'incapacité de travail et des capacités restantes (catégorisations) en lui attribuant des missions spécifiques permettant une répartition claire et transparente des tâches et compétences entre le médecin-conseil et le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire au sein de l'organisme assureur, en vue d'une utilisation optimale de l'expertise spécifique de chacun ».

À cet égard, l'exposé des motifs précise que :

> « [l]e collaborateur de cette équipe multidisciplinaire disposera d'une compétence autonome dans l'exercice des tâches et compétences ainsi définies dans la présente loi. Le médecin-conseil reste le responsable final du suivi du dossier médical ».

L'article 2 de l'avant-projet énumère les trois types de missions dont sera chargé le « collaborateur de l'équipe multidisciplinaire » :

> « 1° […] l'évaluation de l'état d'incapacité de travail, ainsi que de l'évaluation des capacités restantes et de la catégorisation correspondante du titulaire reconnu en incapacité de travail, en fournissant une explication des possibilités de réintégration le cas échéant ;
>
> 2° […] l'octroi de l'autorisation de reprendre le travail pendant la période d'incapacité de travail ;
>
> 3° […] l'évaluation du caractère indispensable du degré de nécessité de l'aide d'une tierce personne en vue de l'octroi de l'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne ».

2. L'article 5 de l'avant-projet tend à insérer à l'article 90 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, un nouvel alinéa, entre les alinéas 1er et 2, habilitant le Roi à déterminer « dans quels cas et sous quelles conditions le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire peut évaluer l'état d'incapacité primaire prévu à l'article 100 [de la loi] ».

L'alinéa 1er de cet article 90 dispose que

> « [s]ans préjudice des dispositions de l'article 91, le médecin-conseil de l'organisme assureur constate l'état d'incapacité primaire prévu à l'article 100, en fixe la durée et notifie sa décision dans les conditions et délais prévus par le Comité de gestion du Service des indemnités ».

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

Le commentaire de l'article 5 de l'avant-projet énonce ce qui suit :

> « Cet article, par une modification de l'article 90 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, prévoit une délégation au Roi pour déterminer dans quels cas et sous quelles conditions le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire peut évaluer l'état d'incapacité de travail. Cette délégation ne porte pas atteinte au pouvoir que possède déjà aujourd'hui le médecin-conseil de l'organisme assureur, en vertu de cette disposition, de déterminer l'état d'incapacité de travail primaire et sa durée ».

Tel qu'il est rédigé, le dispositif à l'examen prête toutefois à confusion.

Ainsi, si l'intention est de permettre au collaborateur de l'équipe multidisciplinaire d'assister le médecin-conseil dans l'évaluation de l'incapacité de travail par la remise d'avis liés à cette incapacité, sans pouvoir décisionnel, le dispositif sera formulé en ce sens.

Si, en revanche, l'intention est de permettre au collaborateur en question d'évaluer l'état d'incapacité de travail et des capacités restantes du titulaire reconnu en incapacité de travail, au même titre que le médecin-conseil est habilité à le faire, le dispositif n'est pas admissible.

En effet, l'article 3 de la loi du 10 mai 2015 'relative à l'exercice des professions des soins de santé' dispose, en son paragraphe 1er, alinéas 1er et 2 :

> « Nul ne peut exercer l'art médical s'il n'est porteur du diplôme légal de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, obtenu conformément à la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires ou s'il n'en est légalement dispensé, et s'il ne réunit pas, en outre, les conditions imposées par l'article 25.
>
> Constitue l'exercice illégal de l'art médical, l'accomplissement habituel par une personne ne réunissant pas l'ensemble des conditions requises par l'alinéa 1er de tout acte ayant pour objet ou présenté comme ayant pour objet, à l'égard d'un être humain, soit l'examen de l'état de santé, soit le dépistage de maladies et déficiences, soit l'établissement du diagnostic, l'instauration ou l'exécution du traitement d'un état pathologique, physique ou psychique, réel ou supposé, soit la vaccination ».

Conférer une compétence décisionnelle au collaborateur de l'équipe multidisciplinaire impliquera nécessairement qu'il procède lui-même à l'établissement d'un diagnostic médical, ce en lieu et place du médecin-conseil. Or, ce dernier est, dans le processus lié à l'évaluation de l'incapacité de travail et des capacités restantes du titulaire reconnu en incapacité de travail, le seul professionnel habilité à exercer l'art médical. Ce faisant, dans cette lecture, le dispositif en projet méconnaitra l'article 3 de la loi du 10 mai 2015 qui procède de la garantie du droit à la protection de la santé tel qu'il est consacré par l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution.

Le dispositif sera revu de manière à le clarifier en conséquence.

3.1. Tenant compte de l'observation qui précède, le dispositif à l'examen appelle également les observations suivantes.

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

3.2. Compte tenu du droit fondamental en cause, l'habilitation faite au Roi, par l'article 90, alinéa 2, en projet, pour déterminer « dans quels cas et sous quelles conditions le collaborateur de l'équipe multidisciplinaire peut évaluer l'état d'incapacité primaire prévu à l'article 100 » est trop large. Le principe de légalité consacré par l'article 23 de la Constitution requiert en effet qu'une telle habilitation ne se limite pas à en énoncer son objet, mais l'encadre d'éléments essentiels à déterminer par le législateur lui-même [2].

Le dispositif sera revu à la lumière de cette observation.

3.3. Les articles 7, 8 et 9 de l'avant-projet modifient respectivement les articles 100, 110 et 134, § 2, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 pour y intégrer l'intervention du collaborateur de l'équipe multidisciplinaire à côté de celle du Coordinateur Retour Au Travail et du médecin-conseil.

Dans l'optique de cette modification, la notion « d'examen médical » est remplacée par celle de « contact physique », notion dont la section de législation ne perçoit pas l'exacte portée, celle-ci n'étant par ailleurs pas autrement précisée ni dans le dispositif ni dans son commentaire.

Il ressort toutefois de ces derniers que l'objectif est de permettre au collaborateur de l'équipe multidisciplinaire d'exercer les mêmes compétences que celles qui sont attribuées, dans l'état actuel de la législation, au médecin-conseil dans le processus lié à l'évaluation de l'incapacité de travail et des capacités restantes du titulaire reconnu en incapacité de travail, au terme d'un « contact physique » et non plus d'un « examen médical ».

Un tel dispositif, n'est pas admissible pour les motifs déjà énoncés dans l'observation n° 2, au regard de l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution. Il sera, partant, fondamentalement revu.

OBSERVATION PARTICULIÈRE

Article 2

L'article 2 tend à compléter l'article 2 de la loi coordonnée du 14 juillet 1994 par une nouvelle définition, au *littera* z), de ce qu'il faut entendre par « collaborateur de l'équipe multidisciplinaire ».

Il s'agit de certains praticiens d'une profession des soins de santé qui peuvent intervenir au sein de l'organisme assureur : l'ergothérapeute, le kinésithérapeute, le psychologue clinicien ou l'infirmier.

[2] En ce sens, l'avis 71.846/2 donné le 22 aout 2022 sur un avant-projet devenu la loi du 12 janvier 2023 'instaurant le « Trajet Retour Au Travail » sous la coordination du « Coordinateur Retour Au Travail » dans l'assurance indemnités des travailleurs indépendants et des conjoints aidants' (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3027/001, pp. 29 à 42).

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

L'article 2 de l'avant-projet énumère par ailleurs les trois types de missions dont serait chargé le « collaborateur de l'équipe multidisciplinaire ». De tels éléments trouveront davantage leur place dans une disposition normative de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, que dans une définition qui, en principe, ne revêt aucun caractère normatif.

L'article 2 (article 2, z), en projet de la loi coordonnée du 14 juillet 1994) sera revu et le dispositif complété en conséquence.

*

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)' (hierna: de "AVG"), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening en met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', moet worden geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of van een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

Over artikel 7, 2°, en artikel 8, 2°, van het voorontwerp moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden ingewonnen, met name gelet op de wijzigingen die deze bepalingen aanbrengen in respectievelijk artikel 100, § 1/2, eerste lid, tweede zin, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994 (hierna: "de gecoördineerde wet van 14 juli 1994") en in artikel 110, § 2, eerste lid, tweede zin, van dezelfde gecoördineerde wet. Die wijzigingen hebben tot gevolg dat de medewerker van het multidisciplinaire team eveneens toegang zal hebben tot de persoonsgegevens van de arbeidsongeschikt erkende gerechtigde die zich bevinden in het binnen de verzekeringsinstelling aangelegde elektronische "Terug Naar Werk-dossier".[1]

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog andere dan louter vormelijke wijzigingen zou ondergaan die niet zouden voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, zouden de gewijzigde of toegevoegde

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] In verband met de verwerking van persoonsgegevens in het "Terug Naar Werk-dossier", zie advies 69.988/2 van 13 oktober 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 12 december 2021 'tot invoering van het "Terug Naar Werktraject" onder de coördinatie van de "Terug Naar Werkcoördinator" in de uitkeringsverzekering voor werknemers' (*Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2313/001, 28 tot 37) alsook advies 71.846/2/V-2 van 22 augustus 2022 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 12 januari 2023 'tot invoering van het "Terug Naar Werk-traject" onder de coördinatie van de "Terug Naar Werk-coördinator" in de uitkeringsverzekering voor werknemers en meewerkende echtgenoten'' (*Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3027/001, 29 tot 42).

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

bepalingen opnieuw om advies aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State'.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Uit de memorie van toelichting blijkt dat het voorontwerp ertoe strekt:

> "in de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 de deelname van het multidisciplinaire team, bestaande uit een ergotherapeut, kinesitherapeut, klinisch psycholoog of beoefenaar van de verpleegkunde, expliciet op te nemen in het proces verbonden met de beoordeling van de arbeidsongeschiktheid en de restcapaciteiten (categorisaties), door het toewijzen van specifieke opdrachten om te zorgen voor een duidelijke en transparante verdeling van de taken en bevoegdheden tussen de adviserend arts en de medewerker van het multidisciplinaire team binnen de verzekeringsinstelling, met het oog op het optimaal benutten van ieders specifieke deskundigheid".

In dat verband staat in de memorie van toelichting het volgende:

> "De medewerker van dit multidisciplinaire team zal over een autonome bevoegdheid beschikken voor de uitoefening van de taken en bevoegdheden die aldus in deze wet worden omschreven. De adviserend arts blijft de eindverantwoordelijke voor de opvolging van het medisch dossier".

In artikel 2 van het voorontwerp worden drie types opdrachten opgesomd waarmee de "medewerker van het multidisciplinaire team" wordt belast:

> "1° de evaluatie van de staat van arbeidsongeschiktheid, evenals de inschatting van de restcapaciteiten en de eraan gekoppelde categorisering van de arbeidsongeschikt erkende gerechtigde met in voorkomend geval het verstrekken van een toelichting over de re-integratiemogelijkheden;
>
> 2° het toekennen van een toelating om tijdens de periode van arbeidsongeschiktheid de arbeid te hervatten;
>
> 3° de evaluatie van het onontbeerlijke karakter van de behoefte aan andermans hulp met het oog op de toekenning van de forfaitaire tegemoetkoming voor hulp van derden".

2. Artikel 5 van het voorontwerp strekt ertoe tussen het eerste en het tweede lid van artikel 90 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 een nieuw lid in te voegen waarbij de Koning ertoe wordt gemachtigd te bepalen "in welke gevallen en onder welke voorwaarden de medewerker van het multidisciplinaire team de in artikel 100 [van de wet] bedoelde staat van primaire ongeschiktheid kan evalueren".

Het eerste lid van dat artikel 90 bepaalt:

> "Onverminderd de bepalingen van artikel 91, stelt de adviserend arts van de verzekeringsinstelling de in artikel 100 bedoelde staat van primaire arbeidsongeschiktheid vast, stelt hij de duur ervan vast, en geeft hij kennis van zijn beslissing, onder de voorwaarden en binnen de termijnen die door het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen zijn bepaald".

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

In de commentaar op artikel 5 van het voorontwerp staat:

> "Dit artikel voorziet via een wijziging van artikel 90 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994 een delegatie aan de Koning om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden de medewerker van het multidisciplinaire team de staat van primaire ongeschiktheid kan evalueren. Deze delegatie doet geen afbreuk aan de bevoegdheid waarover de adviserend arts van de verzekeringsinstelling vandaag al beschikt om krachtens deze bepaling de staat van primaire arbeidsongeschiktheid vast te stellen en de duur ervan te bepalen".

De redactie van het voorliggende dispositief geeft evenwel aanleiding tot verwarring.

Als het zodoende de bedoeling is dat de medewerker van het multidisciplinaire team de adviserend arts bij de beoordeling van de arbeidsongeschiktheid kan bijstaan door adviezen te geven in verband met die ongeschiktheid, maar zonder dat hij beslissingsbevoegdheid heeft, moet het dispositief in die zin worden geformuleerd.

Als het daarentegen de bedoeling is dat de medewerker in kwestie de staat van arbeidsongeschiktheid en de restcapaciteiten van de arbeidsongeschikt erkende gerechtigde kan beoordelen op dezelfde wijze als de adviserend arts gemachtigd is dat te doen, is het dispositief niet aanvaardbaar.

Artikel 3, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 10 mei 2015 'betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen' bepaalt immers:

> "Niemand mag de geneeskunde uitoefenen die niet het wettelijk diploma bezit van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, dat werd behaald in overeenstemming met de wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, of die niet wettelijk ervan vrijgesteld is, en die bovendien de voorwaarden gesteld bij artikel 25, niet vervult.
>
> Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de geneeskunde, het gewoonlijk verrichten door een persoon die het geheel van de voorwaarden, gesteld bij het eerste lid, niet vervult, van elke handeling die tot doel heeft, of wordt voorgesteld tot doel te hebben, bij een menselijk wezen, hetzij het onderzoeken van de gezondheidstoestand, hetzij het opsporen van ziekten en gebrekkigheden, hetzij het stellen van de diagnose, het instellen of uitvoeren van een behandeling van een fysieke of psychische, werkelijke of vermeende pathologische toestand, hetzij de inenting".

Een beslissingsbevoegdheid toekennen aan de medewerker van het multidisciplinaire team brengt noodzakelijkerwijs mee dat deze zelf een medische diagnose zal stellen, en dit in plaats van de adviserend arts. Die laatste is, in het beoordelingsproces betreffende de arbeidsongeschiktheid en de restcapaciteiten van de arbeidsongeschikt erkende gerechtigde, evenwel de enige beroepsbeoefenaar die gemachtigd is de geneeskunde uit te oefenen. Zodoende gaat deze lezing van het ontworpen dispositief voorbij aan artikel 3 van de wet van 10 mei 2015, dat uitgaat van de waarborging van het recht op bescherming van de gezondheid zoals verankerd in artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet.

Het dispositief moet dienovereenkomstig worden verhelderd.

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

3.1. Rekening houdend met de voorgaande opmerking geeft het voorliggende dispositief eveneens aanleiding tot de volgende opmerkingen.

3.2. Gelet op het fundamentele recht dat in het geding is, is de machtiging die het ontworpen artikel 90, tweede lid, aan de Koning verleent om te bepalen "in welke gevallen en onder welke voorwaarden de medewerker van het multidisciplinaire team de in artikel 100 bedoelde staat van primaire ongeschiktheid kan evalueren", te ruim. Volgens het legaliteitsbeginsel, verankerd in artikel 23 van de Grondwet, mag een dergelijke machtiging zich namelijk niet beperken tot het vermelden van het voorwerp ervan, maar moet ze dat voorwerp afbakenen met essentiële elementen die de wetgever zelf dient vast te stellen.[2]

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

3.3. De artikelen 7, 8 en 9 van het voorontwerp wijzigen respectievelijk de artikelen 100, 110 en 134, § 2, van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 zodat wordt voorzien in het optreden van de medewerker van het multidisciplinaire team naast dat van de "Terug Naar Werkcoördinator" en de adviserend arts.

In het kader van die wijziging wordt ook het begrip "medisch onderzoek" vervangen door het begrip "fysiek contact". Dat laatste is een begrip waarvan de afdeling Wetgeving de exacte draagwijdte niet inziet en dat overigens noch in het dispositief noch in de commentaar nader wordt verduidelijkt.

Uit het dispositief en de commentaar blijkt echter dat het de bedoeling is ervoor te zorgen dat de medewerker van het multidisciplinaire team dezelfde bevoegdheden kan uitoefenen als die welke in de huidige wetgeving worden verleend aan de adviserend arts in het beoordelingsproces betreffende de arbeidsongeschiktheid en de restcapaciteiten van de arbeidsongeschikt erkende gerechtigde, na een "fysiek contact" en niet meer na een "medisch onderzoek".

Een dergelijk dispositief is niet aanvaardbaar, op grond van de redenen die reeds zijn gegeven in opmerking 2 in verband met artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet. Het moet bijgevolg grondig worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKING

Artikel 2

Artikel 2 strekt ertoe artikel 2 van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 aan te vullen met een nieuwe definitie, in *littera* z), van wat moet worden verstaan onder "medewerker van het multidisciplinaire team".

[2] Zie in die zin advies 71.846/2 van 22 augustus 2022 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 12 januari 2023 'tot invoering van het "Terug Naar Werk-traject" onder de coördinatie van de "Terug Naar Werk-coördinator" in de uitkeringsverzekering voor werknemers en meewerkende echtgenoten' (*Parl.St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3027/001, 29 tot 42).

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡

Het gaat om bepaalde beoefenaars van een gezondheidszorgberoep die kunnen optreden binnen de verzekeringsinstelling: ergotherapeuten, kinesitherapeuten, klinisch psychologen of verplegers.

In artikel 2 van het voorontwerp worden voorts de drie types opdrachten opgesomd waarmee de "medewerker van het multidisciplinaire team" zou worden belast. Dergelijke elementen horen meer thuis in een normatieve bepaling van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 dan in een definitie, die in principe niet normatief is.

Artikel 2 (ontworpen artikel 2, z), van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994) moet worden herzien en het dispositief moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Martine BAGUET

‡LW-CIJXRCGDB-HEDBGVT‡